

Art. 8. De Minister van Tewerkstelling en Vorming laat de in artikel 14 van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma bedoelde jaarlijkse evaluatie van het doorstromingsprogramma uitvoeren.

Zodoende kan de kwaliteit van het doorstromingsprogramma ingeschat worden, met name wat betreft :

1° de weerslag ervan op de inschakeling in het arbeidsproces van de in het kader van het programma tewerkgestelde personen, rekening houdende met de bezigheid en de begeleiding alsmede, in voorkomend geval, met de beroepsopleiding;

2° de weerslag op de gehele tewerkstelling in de betrokken sectoren;

3° de weerslag ervan op de bevrediging van de betrokken collectieve behoeften;

4° de voldaanheid van de werkgevers, de werknemers en de begunstigden van de activiteiten.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 10. De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 6 november 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 2819

[S - C - 97/31480]

11 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant exécution du décret du 5 juin 1997 portant création du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé et fixant sa date d'entrée en vigueur

Le Collège,

Vu le décret du 5 juin 1997 portant création du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé, notamment l'article 6;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 juin 1997;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 30 juin 1997;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française du 3 juillet 1997 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas trois jours;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 17 juillet 1997 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant l'urgence motivée par la nécessité d'assurer les missions consultatives nouvelles qui découlent du transfert de l'exercice de compétences en matière d'Aide aux Personnes et de Santé pour la Commission communautaire française et la nécessité de remplacer au plus tôt les membres de l'actuel Conseil consultatif dont le mandat est venu à échéance,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Les Membres des Sections et du Bureau*

Section 1. — Composition des sections

Art. 2. La section « Aide et soins à domicile » est composée de 14 membres effectifs et de 14 membres suppléants :

4 membres représentent les pouvoirs organisateurs;

3 membres représentent les travailleurs des secteurs;

3 membres représentent les utilisateurs ou les publics cibles;

4 membres sont nommés à titre d'expert.

Art. 3. La section « Services ambulatoires » est composée de 24 membres effectifs et de 24 membres suppléants :

6 membres représentent les pouvoirs organisateurs;

6 membres représentent les travailleurs des secteurs;

6 membres représentent les utilisateurs ou les publics cibles;

6 membres sont nommés à titre d'expert.

Art. 4. La section « Hébergement » est composée de 15 membres effectifs et de 15 membres suppléants :

4 membres représentent les pouvoirs organisateurs;

3 membres représentent les travailleurs des secteurs;

4 membres représentent les utilisateurs ou les publics cibles;

4 membres sont nommés à titre d'expert.

Art. 5. La section « Personnes Handicapées » est composée de 24 membres effectifs et de 24 membres suppléants :
6 membres représentent les pouvoirs organisateurs;
4 membres représentent les travailleurs des secteurs;
8 membres représentent les utilisateurs ou les publics cibles;
6 membres sont nommés à titre d'expert.

Section 2. — Procédure de nomination des membres

Art. 6. Les candidatures visées à l'article 8, § 3, du décret sont envoyées par recommandé avec accusé de réception, au Membre du Collège compétent pour le secteur concerné dans le courant de l'antépénultième trimestre du mandat des membres sortants, et pour la première fois, dans le courant du trimestre qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 7. Le membre démissionnaire est remplacé par le Collège dans les trois mois qui suivent sa démission. Le membre remplaçant termine le mandat du membre qu'il remplace.

Section 3. — Les Membres du Bureau

Art. 8. Les présidents des sections présentent au Collège le résultat de l'élection visée à l'article 8, § 4, du décret. Le Collège entérine la composition du Bureau.

CHAPITRE III. — Fonctionnement des sections et du Bureau

Section 1. — Saisine

Art. 9. Le Membre du Collège compétent pour l'Aide aux Personnes ou le Membre compétent pour la Santé saisit les sections ou le Bureau des demandes d'avis, au nom du Collège. Ils fixent le délai dans lequel ces avis doivent être remis, sans que ce délai ne puisse être inférieur à quinze jours.

Art. 10. La section ou le bureau remet son avis aux Membres du Collège visés à l'article 9.

Section 2. — Avis

Art. 11. Si un avis n'est pas donné à l'unanimité, une note de minorité peut être déposée au secrétariat dans les deux jours ouvrables suivant la réunion. Cette note sera jointe à l'avis.

Art. 12. Les Sections ne peuvent pas émettre d'avis si la moitié de leurs membres n'ont pas signé la liste des présences.

Si le quorum n'est pas atteint, les membres sont convoqués à une nouvelle réunion dans les huit jours. Les avis concernant les points inscrits pour la seconde fois à l'ordre du jour sont rendus quel que soit le nombre de membres présents.

Section 3. — Déontologie

Art. 13. Tous les membres du Conseil consultatif et les membres des groupes de travail sont tenus au secret des délibérations; il en va de même des documents et des renseignements dont ils ont connaissance de par l'exercice de leur mission.

Sur proposition d'une section, en cas de manquement grave à ses obligations, un membre peut être démis par le Collège.

Art. 14. Sans préjudice des réglementations applicables, les Membres du Collège sont les seuls à être informés des avis rendus par les Sections et à pouvoir les diffuser.

Art. 15. Le membre de la section qui a un intérêt personnel et direct à un point inscrit à l'ordre du jour, ne peut assister à la discussion de ce point.

Dans ce cas, le membre quitte la séance le temps nécessaire à la discussion, à l'élaboration de l'avis et, le cas échéant, du vote concernant ce dossier.

Section 4. — Absences et suppléances

Art. 16. En cas d'empêchement, le membre effectif est tenu d'avertir personnellement et sans délai son suppléant et le secrétariat du Conseil consultatif.

Si le membre suppléant ne peut participer à la réunion, il en informe immédiatement le secrétariat.

Tous les six mois, le secrétariat du Conseil consultatif communique au Collège les listes de présences des membres aux réunions des Sections.

Art. 17. Un membre est réputé démissionnaire après quatre absences non justifiées. Sur information de la section, cette démission est actée par le Collège qui procède au remplacement du membre démissionnaire conformément au présent arrêté.

Art. 18. Les membres suppléants n'assistent pas aux réunions sauf s'ils remplacent leur membre effectif et sauf circonstances exceptionnelles, laissées à l'appréciation du Président.

Section 5. — Organisation des réunions

Art. 19. Le Président propose la date et l'ordre du jour des réunions. A la demande d'un tiers des membres effectifs qui fixent l'ordre du jour, le Président convoque, dans le mois, la Section ou le Bureau. A la demande d'un membre effectif ou suppléant, un point peut être inscrit à l'ordre du jour d'une séance. Cette demande est introduite au secrétariat, par écrit, au plus tard quinze jours avant la réunion.

Sauf urgence constatée par le Président, les convocations et documents des réunions sont transmis aux membres au plus tard huit jours avant la date de la réunion. Ils sont adressés tant aux membres effectifs que suppléants.

La convocation mentionne la date, l'heure, le lieu de la réunion et son ordre du jour.

Art. 20. Les procès-verbaux relatent les discussions d'une manière concise tout en traduisant les diverses opinions exprimées. Sauf à leur demande, ils ne mentionnent pas le nom des intervenants, ni le nom des membres ayant pris part au vote. Ils ne peuvent faire l'objet ni de publication, ni de diffusion par les Sections ou le Bureau.

Les procès-verbaux sont approuvés par la Section concernée ou le Bureau. Ils sont transmis à tous les Membres du Collège.

Art. 21. L'Administration introduit les dossiers et fournit les informations nécessaires.

Le Fonctionnaire dirigeant de l'Administration organise le secrétariat du Bureau et des Sections. A cette fin, il désigne deux fonctionnaires chargés d'assurer le secrétariat permanent du Conseil consultatif. Le secrétariat rédige un rapport annuel mentionnant pour chaque Section et pour le Bureau :

- le nombre de réunions;
- les points abordés;
- la teneur des avis rendus.

Ce rapport est remis à tous les Membres du Collège.

Section 6. — Groupes de travail

Art. 22. Les Sections ou le Bureau peuvent créer des groupes de travail dont ils fixent la composition et la mission. Les membres, tant effectifs que suppléants, peuvent être membres d'un groupe de travail. Celui-ci désigne son rapporteur en son sein.

Les groupes de travail peuvent s'adjoindre des techniciens dont le nombre ne peut dépasser la moitié des membres. Ils assistent aux groupes de travail à titre personnel et non en tant que représentants d'une organisation.

Art. 23. D'initiative ou à la demande du Bureau plusieurs sections peuvent se réunir conjointement ou former des groupes de travail conjoints.

CHAPITRE IV. — Jetons de présence

Art. 24. Les membres effectifs ou suppléants ont droit à un jeton de présence lorsqu'ils participent, pour une durée minimale de deux heures, aux réunions des Sections ou du Bureau.

Art. 25. Le montant du jeton de présence s'élève à 750 francs pour les membres et 2 000 francs pour le Président de séance.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 26. Le décret du 5 juin 1997 portant création du Conseil consultatif bruxellois de l'Aide aux Personnes et de la Santé entre en vigueur le 1^{er} septembre 1997, sauf les articles 5, 9 et 10, qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

Art. 27. Le présent arrêté entre en vigueur au 1^{er} septembre 1997.

Art. 28. Les Membres du Collège compétents pour l'Aide aux Personnes et pour la Santé sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 septembre 1997.

Par le Collège :

E. TOMAS,

Membre du Collège chargé de la Santé

Ch. PICQUE,

Membre du Collège chargé de l'Aide aux Personnes

H. HASQUIN,

Président du Collège

—————
VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 — 2819

[S - C - 97/31480]

11 SEPTEMBER 1997. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 tot oprichting van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding ervan

Het College,

Gelet op het decreet van 5 juni 1997 tot oprichting van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 juni 1997;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met Begroting, gegeven op 30 juni 1997;

Gelet op de bespreking van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 3 juli 1997 over het verzoek om advies van de Raad van State binnen een termijn van ten hoogste drie dagen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 17 juli 1997 overeenkomstig artikel 84, 1ste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende de hoogdringendheid die is ingegeven door de noodzaak van uitvoering van de nieuwe adviesopdrachten die voortvloeien uit de overdracht van de uitoefening van bevoegdheden inzake Welzijnszorg en Gezondheid voor de Franse Gemeenschapscommissie en door de noodzaak van de spoedige vervanging van de leden van de huidige Adviesraad wier mandaat is verstreken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikelen 138 en 178 ervan.

HOOFDSTUK II. — *De Leden van de Afdelingen en van het Bureau**Afdeling 1. — Samenstelling van de afdelingen*

Art. 2. De afdeling "Thuishulp en -verpleging" is samengesteld uit 14 werkende en 14 plaatsvervangende leden :

- 4 leden vertegenwoordigen de inrichtende machten;
- 3 leden vertegenwoordigen de werknemers van de sectoren;
- 3 leden vertegenwoordigen de gebruikers of de doelgroepen;
- 4 leden zijn benoemd als deskundige.

Art. 3. De afdeling "Ambulante diensten" is samengesteld uit 24 werkende en 24 plaatsvervangende leden :

- 6 leden vertegenwoordigen de inrichtende machten;
- 6 leden vertegenwoordigen de werknemers van de sectoren;
- 6 leden vertegenwoordigen de gebruikers of de doelgroepen;
- 6 leden zijn benoemd als deskundige.

Art. 4. De afdeling "Huisvesting" is samengesteld uit 15 werkende en 15 plaatsvervangende leden :

- 4 leden vertegenwoordigen de inrichtende machten;
- 3 leden vertegenwoordigen de werknemers van de sectoren;
- 4 leden vertegenwoordigen de gebruikers of de doelgroepen;
- 4 leden zijn benoemd als deskundige.

Art. 5. De afdeling "Gehandicapten" is samengesteld uit 24 werkende en 24 plaatsvervangende leden :

- 6 leden vertegenwoordigen de inrichtende machten;
- 4 leden vertegenwoordigen de werknemers van de sectoren;
- 8 leden vertegenwoordigen de gebruikers of de doelgroepen;
- 6 leden zijn benoemd als deskundige.

Afdeling 2. — Procedure tot benoeming van de leden

Art. 6. De kandidaturen zoals bedoeld artikel 8, § 3, van het Decreet worden bij aangetekende brief met ontvangstbewijs naar het Lid van het College bevoegd voor de betrokken sector verstuurd in de loop van het op twee na laatste kwartaal van het mandaat van de uittreedende leden, en voor de eerste keer in de loop van het kwartaal dat volgt op de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 7. Het ontslagnemend lid wordt door het College vervangen binnen de drie maanden die volgen op diens ontslag. Het plaatsvervangend lid voltooit het mandaat van het lid dat hij vervangt.

Afdeling 3. — De Leden van het Bureau

Art. 8. De voorzitters van de afdelingen bezorgen aan het College de uitslag van de verkiezing zoals bedoeld in artikel 8, § 4, van het decreet. Het College hecht zijn goedkeuring aan de samenstelling van het Bureau.

HOOFSTUK III. — *Werking van de afdelingen en van het Bureau**Afdeling 1. — Indiening*

Art. 9. Het Lid van het College bevoegd voor Bijstand aan Personen of het Lid bevoegd voor Gezondheid dient bij de afdelingen of het Bureau verzoeken om advies in namens het College. Zij bepalen de termijn waarbinnen die adviezen moeten worden uitgebracht. Deze termijn mag evenwel niet minder dan vijftien dagen belopen.

Art. 10. De afdeling of het bureau bezorgen hun advies aan de Leden van het College zoals bedoeld in artikel 9.

Afdeling 2. — Advies

Art. 11. Indien een advies niet bij eenparigheid van stemmen wordt uitgebracht, dan kan een minderheidsnota worden neergelegd bij het secretariaat binnen de twee werkdagen die volgen op de vergadering. Deze nota zal bij het advies worden toegevoegd.

Art. 12. De Afdelingen kunnen geen advies uitbrengen indien de helft van de leden de aanwezigheidslijst niet ondertekend hebben.

Indien het quotum niet bereikt is worden de leden binnen de acht dagen uitgenodigd voor een nieuwe vergadering. De adviezen over de punten die voor de tweede maal op de agenda zijn ingeschreven, worden uitgebracht ongeacht het aantal aanwezige leden.

Afdeling 3. — Deontologie

Art. 13. Alle leden van de Adviesraad en de leden van de werkgroep dienen het stilzwijgen te bewaren over de besprekingen; hetzelfde geldt voor de documenten en de gegevens waarvan ze kennis hebben in het raam van hun opdracht.

Op voorstel van een afdeling kan een lid bij een ernstig verzuim van zijn plichten door het College worden ontslagen.

Art. 14. Onverminderd de toepasbare reglementeringen mogen alleen de Leden van het College kennis nemen van de adviezen vanwege de Afdelingen en deze verspreiden.

Art. 15. Het lid van de afdeling die persoonlijk en rechtstreeks belang heeft bij een agendapunt mag niet deelnemen aan de bespreking van dat punt.

In dat geval verlaat het lid de zitting gedurende de bespreking en uitwerking van het advies en desgevallend van de stemming over het dossier.

Afdeling 4. — Afwezigheid en vervanging

Art. 16. In geval van verhindering dient het werkend lid zijn plaatsvervanger en het secretariaat van de Adviesraad persoonlijk en onverwijld op de hoogte te brengen.

Indien het plaatsvervangend lid de vergadering niet kan bijwonen, dan brengt hij het secretariaat hiervan onmiddellijk op de hoogte.

Om de zes maanden bezorgt het secretariaat van de Adviesraad de aanwezigheidslijsten van de leden voor de vergaderingen van de Afdelingen aan het College.

Art. 17. Een lid wordt geacht ontslagnemend te zijn na vier niet-gerechtigde afwezigheden. Na hiervan in kennis te zijn gesteld door de afdeling neemt het College akte van dit ontslag en gaat het over tot de vervanging van het ontslagnemend lid overeenkomstig dit besluit.

Art. 18. De plaatsvervangende leden wonen de vergaderingen niet bij behalve wanneer ze het werkend lid vervangen en behoudens uitzonderlijke omstandigheden waarover de Voorzitter beslist.

Afdeling 5. — Organisatie van de vergaderingen

Art. 19. De Voorzitter doet een voorstel over de datum en agenda van de vergaderingen. Op verzoek van een derde van de werkende leden, die de agenda vaststellen, nodigt de Voorzitter binnen de maand de Afdeling of het Bureau uit. Op verzoek van een werkend of plaatsvervangend lid kan een punt op de agenda van een vergadering worden ingeschreven. Dit verzoek wordt schriftelijk ingediend op het secretariaat, uiterlijk vijftien dagen voor de vergadering.

Behoudens hoogdringendheid zoals vastgesteld door de Voorzitter worden de uitnodigingen en documenten van de vergaderingen uiterlijk acht dagen voor de datum van de vergadering aan de leden verzonden. Ze worden zowel aan de werkende als aan de plaatsvervangende leden verzonden.

De uitnodiging vermeldt de datum, uur, plaats en agenda van de vergadering.

Art. 20. De notulen geven de besprekingen beknopt weer met een accurate beschrijving van de verschillende meningsuitingen. Behalve wanneer de sprekers erom verzoeken, wordt hun naam niet vermeld evenmin als die van de leden die deelgenomen hebben aan de stemming. Ze mogen gepubliceerd noch verspreid worden door de Afdelingen of het Bureau.

De notulen worden goedgekeurd door de desbetreffende afdeling of het Bureau. Ze worden aan alle Leden van het College bezorgd.

Art. 21. Het Bestuur dient de dossiers in en verschaft de nodige inlichtingen.

De Leidend ambtenaar van het Bestuur organiseert het secretariaat van het Bureau en van de Afdelingen. Daartoe duidt hij twee ambtenaren aan die moeten instaan voor het vast secretariaat van de Adviesraad. Dit secretariaat stelt een jaarverslag op met voor elke afdeling en het Bureau :

- het aantal vergaderingen;
- de behandelde punten;
- de strekking van de uitgebrachte adviezen.

Dit verslag wordt aan alle Leden van het College bezorgd.

Afdeling 6. — Werkgroepen

Art. 22. De Afdelingen of het Bureau kunnen overgaan tot de oprichting van werkgroepen en de samenstelling en opdracht ervan vaststellen. De leden, zowel de werkende als de plaatsvervangende leden, kunnen lid zijn van een werkgroep. Deze duidt in haar midden een verslaggever aan.

De werkgroepen kunnen zich laten bijstaan door technici. Hun aantal mag niet meer dan de helft van de leden bedragen. Ze staan de werkgroepen in eigen naam bij en niet als vertegenwoordiger van een organisatie.

Art. 23. Op eigen initiatief of op verzoek van het Bureau kunnen meerdere afdelingen gezamenlijk vergaderen of gemeenschappelijke werkgroepen vormen.

HOOFDSTUK IV. — Zitpenningen

Art. 24. De werkende of plaatsvervangende leden hebben recht op een zitpenning wanneer ze de vergaderingen van de Afdelingen of het Bureau gedurende minstens twee uur bijwonen.

Art. 25. Het bedrag van de zitpenning beloopt 750 frank voor de leden en 2 000 frank voor de Voorzitter van de vergadering.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 26. Het decreet van 5 juni 1997 tot oprichting van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid treedt in werking op 1 september 1997, met uitzondering van artikelen 5, 9 en 10, die op 1 januari 1998 in werking treden.

Art. 27. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1997.

Art. 28. De Leden van het College bevoegd voor Bijstand aan Personen en Gezondheid zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namens het College :

E. TOMAS,

Lid van het College belast met Gezondheid

Ch. PICQUE,

Lid van het College Lid belast met Bijstand aan Personen

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College